

Nations Unies  
ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 912<sup>e</sup>  
SÉANCE

Lundi 4 novembre 1963,  
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Organisation des travaux de la Commission . . .	211
Point 39 de l'ordre du jour: Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (suite) . . . . .	212

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

Organisation des travaux de la Commission

1. M. KANO (Nigéria) félicite le Président de sa note sur l'organisation des travaux de la Commission (A/C.2/L.750), mais estime que le nombre de séances consacrées à l'examen de certaines questions pourrait être modifié. Il exhorte les délégations à s'efforcer d'intervenir moins fréquemment au cours du débat, étant donné que plusieurs des points de l'ordre du jour appellent peu d'explications.

2. Le PRÉSIDENT fait observer que le nombre de séances prévu pour les diverses questions ne doit pas être considéré comme définitif. Il est difficile de prédire combien de séances seront nécessaires pour tel ou tel point déterminé de l'ordre du jour; les chiffres mentionnés dans la note ne le sont donc qu'à titre d'indication.

3. M. STANOVNIK (Yougoslavie) dit que la note du Président facilitera et accélérera les travaux de la Commission. Il pense, lui aussi, que les orateurs devraient limiter de leur propre gré la durée de leurs déclarations à 5 ou 10 minutes, mais fait observer que les délégations qui ont certaines propositions à présenter peuvent avoir besoin de plus de temps. Les membres de la Commission pourraient s'efforcer de grouper leurs observations dans une seule déclaration, afin de n'avoir pas à prendre plusieurs fois la parole sur la même question.

4. M. SIMHA (Inde) appuie la suggestion selon laquelle il serait souhaitable que les délégations groupent leurs observations en une seule déclaration, mais craint qu'il ne soit pas toujours possible de le faire.

5. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'est pas d'avis de limiter les déclarations à 5 minutes et estime qu'il n'est pas nécessaire de prendre une décision formelle à cet égard. Il ne partage pas non plus l'opinion selon laquelle toutes les délégations devraient être prêtes à prendre la parole sur un projet de résolution dès la première séance à laquelle on l'examine; cela peut être impossible pour diverses raisons, par exemple parce qu'on ne dispose pas des documents nécessaires.

6. M. HASSAN (Irak) fait observer que le nombre de séances indiqué dans la note du Président n'est pas définitif, et que le Président s'efforce de faciliter

les travaux de la Commission. En ce qui concerne les délais, le règlement intérieur dispose qu'en règle générale aucune proposition ne doit être discutée ou mise aux voix lors d'une séance si des exemplaires n'en ont pas été distribués à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance.

7. M. ROUANET (Brésil) dit que, d'une manière générale, sa délégation partage entièrement les vues exprimées dans la note du Président. Elle reconnaît que, dans toute la mesure du possible, ce sont les orateurs eux-mêmes qui doivent écourter leurs déclarations, et que la limitation ne doit pas s'appliquer aux délégations qui présentent un projet de résolution. Une certaine souplesse sera nécessaire; certains projets de résolution peuvent exiger un examen plus approfondi que d'autres. Par exemple, le projet de résolution sur l'action dans le domaine du développement industriel (A/C.2/L.740) recommande expressément au Conseil de tenir compte des opinions exprimées à la dix-huitième session de l'Assemblée générale, et les commentaires sont essentiels à l'esprit du projet de résolution.

8. M. KAPLANSKY (Canada) partage les vues exprimées dans la note du Président et notamment à l'alinéa e du paragraphe 5 concernant les consultations officieuses; celles-ci ont certainement leur place dans les travaux de la session, mais les séances de la Commission doivent avoir la priorité.

9. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation accepte les suggestions faites par le Président; elle estime toutefois que la souplesse est nécessaire dans tous les cas, surtout lorsque des déclarations plus longues s'imposent au sujet de questions importantes comme le développement industriel. La règle prévue à l'alinéa d du paragraphe 5 de la note au sujet du délai pour le dépôt d'amendements semble trop rigoureuse. Si les consultations officieuses n'aboutissent pas à un accord — et ces consultations ont lieu fréquemment —, il peut être nécessaire de déposer des amendements après la deuxième séance au cours de laquelle un projet de résolution est discuté. Des exceptions à la règle doivent être admises pour les amendements formels.

10. M. STANOVNIK (Yougoslavie) demande si le Président a l'intention d'annoncer à l'avance les dates auxquelles les divers projets de résolution seront examinés.

11. Le PRÉSIDENT répond que cela lui serait difficile, mais qu'il s'efforcera d'indiquer à l'avance quels sont les projets de résolution qui seront prochainement discutés. Il assurera la souplesse nécessaire en ce qui concerne les limitations de la durée des déclarations et le délai pour le dépôt des amendements formels. Le Président propose que, cela étant entendu, la Commission accepte les suggestions contenues dans sa note.

Il en est ainsi décidé.

## POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération en vue de supprimer l'analphabétisme dans le monde: rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (E/3771 et Corr.1 et 2, A/5527, A/C.2/L.730 et Add.1) [suite]

12. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) rappelle que l'Assemblée générale a adopté la résolution 1714 (XVI) sur le Programme alimentaire mondial et que la Conférence de la FAO a indiqué, dans sa résolution du 24 novembre 1961, dont le texte figure en annexe à la résolution de l'Assemblée, les projets qui s'inscriraient dans le cadre de ce programme. Ces projets intéressent l'établissement de procédures rationnelles pour faire face aux besoins alimentaires d'urgence, l'aide alimentaire préscolaire et scolaire, et la mise en œuvre de projets pilotes avec utilisation des produits alimentaires sur le plan multilatéral en tant qu'aide au développement économique et social.

13. La délégation néo-zélandaise approuve en principe le projet de résolution péruvien (A/C.2/L.730 et Add.1), qui est étroitement lié aux travaux prévus dans le cadre du Programme alimentaire mondial. M. Bolt pense toutefois que le paragraphe 2 du dispositif pourrait être modifié de manière à bien préciser que la demande est adressée au Comité intergouvernemental ONU/FAO et que le Programme alimentaire mondial a un caractère expérimental. Le paragraphe 2 du dispositif devrait aussi mentionner expressément les garanties prévues dans la résolution 1496 (XV) de l'Assemblée générale.

14. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay) dit que la Commission connaît bien l'œuvre accomplie par le FISE, qui collabore actuellement avec l'UNESCO à l'exécution de projets d'alphabétisation. L'idée de faire de l'alimentation un moyen de favoriser l'éducation n'est pas nouvelle pour l'Uruguay, et M. Vidal Zaglio s'associe aux observations faites par le représentant du Mexique à la précédente séance. M. Vidal Zaglio appuie le projet de résolution péruvien, qui complète utilement le projet de résolution dont la délégation uruguayenne est coauteur (A/C.2/L.733/Rev.1).

15. M. ENCINAS (Pérou) dit que, pour tenir compte des observations du représentant de la Nouvelle-Zélande, il modifiera le paragraphe 2 du dispositif, qui devra se lire comme suit: "... les mesures nécessaires pour utiliser, d'une manière régulière, sans porter préjudice à la position des pays en voie de développement qui sont exportateurs d'aliments, et compte tenu des garanties prévues au paragraphe 9 de la résolution 1496 (XV) de l'Assemblée générale, les produits alimentaires et notamment les excédents de produits alimentaires en vue de fournir des repas dans le cadre de projets d'alphabétisation...". L'étude demandée dans ce paragraphe s'inscrit dans le cadre non pas du Programme alimentaire mondial, qui est un programme triennal et expérimental, mais bien des études contribuant à l'examen du développement futur des programmes alimentaires multilatéraux qui doivent être effectués en application du paragraphe 2 de la section II de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale.

16. M. VIAUD (France) dit que sa délégation n'a pas d'objections à formuler quant au fond du projet de résolution, mais ne peut accepter ses incidences sur l'avenir du Programme alimentaire mondial. Le projet de résolution semble aller au-delà de la période de mise en œuvre du Programme alimentaire mondial,

qui a un caractère expérimental, et impliquer la poursuite de ce programme sur les bases actuelles, ce que la délégation française ne peut accepter. Les décisions prises au sujet de l'analphabétisme et de ses rapports avec les déficiences alimentaires ne doivent pas mettre l'Assemblée générale devant un fait accompli ni préjuger la solution définitive du problème de l'assistance alimentaire. La délégation française ne pourra pas voter pour le texte amendé dont le représentant du Pérou a donné lecture.

17. M. STANOVNIK (Yougoslavie) constate que le texte modifié du paragraphe 2 mentionne les produits alimentaires aussi bien que les excédents de produits alimentaires et semble subordonner le problème de l'utilisation des excédents de produits alimentaires au problème général de l'utilisation des aliments. Ce n'est pourtant pas l'utilisation des aliments, mais bien celle des excédents de produits alimentaires qui pourrait porter préjudice à la position des pays exportateurs d'aliments.

18. M. AYARI (Tunisie) partage l'opinion du représentant de la France. Le Programme alimentaire mondial, dont l'un des objectifs est identique à celui du projet de résolution, a un caractère expérimental et est susceptible d'être modifié par l'ONU et la FAO. Etant donné qu'il sera nécessaire de revoir l'objectif d'ensemble du Programme alimentaire mondial, la Commission ne peut prendre aucune décision qui étendrait implicitement ou explicitement la portée ou la durée de l'un des aspects de ce programme. La délégation tunisienne a, dès le début, formulé des réserves en ce qui concerne le Programme alimentaire mondial et l'utilisation des excédents de produits alimentaires aux fins du développement économique en général.

19. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) dit que l'explication donnée par le représentant du Pérou a dissipé ses doutes au sujet du paragraphe 2 du dispositif. Ce paragraphe doit mentionner les aliments au même titre que les excédents de produits alimentaires, car les ressources du Programme alimentaire mondial comprennent des approvisionnements de sources commerciales aussi bien que des excédents.

20. M. GNAMBULT (Gabon) dit que la campagne en vue de supprimer l'analphabétisme est un programme extrêmement important. En dépit des progrès économiques et sociaux qui ont été accomplis, la situation de la population dans de nombreux pays laisse beaucoup à désirer. L'analphabétisme fait obstacle au développement des pays sous-développés. Le Gouvernement gabonais a lancé un programme destiné à augmenter les effectifs scolaires afin d'améliorer encore le taux de scolarité, qui atteint déjà 81,8 p. 100, soit l'un des plus élevés d'Afrique. Ce programme prévoit également l'établissement de centres sanitaires et éducatifs à l'usage collectif de plusieurs villages.

21. M. Gnambault propose des amendements portant sur les troisième, quatrième et dernier alinéas du préambule (A/C.2/L.751).

22. M. ORR (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) explique que le Comité intergouvernemental ONU/FAO a pris des dispositions pour que les ressources disponibles dans le cadre du Programme alimentaire mondial soient réparties entre trois types de projet: les secours d'urgence, l'alimentation scolaire et l'utilisation des produits alimentaires en vue du développement économique. Des ressources considérables n'ont pas encore été

affectées et une très grande souplesse est possible en ce qui concerne la quantité allouée au titre de ces trois types de projet. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, il conviendrait de trouver une formule permettant d'associer la FAO à la demande qui est faite.

23. M. ENCINAS (Pérou) estime, comme le représentant de la FAO, qu'il convient de mentionner cette institution au paragraphe 2 du dispositif, étant donné notamment que le paragraphe 2 de la section II de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'entreprendre des études spécialisées qui contribuent à l'examen du développement futur de programmes alimentaires multilatéraux en étroite coopération avec le Directeur général de la FAO.

24. M. TRAORE (Mali) trouve un peu étrange que le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution invite les Etats Membres à faire pleinement usage de l'assistance internationale disponible, alors qu'en fait l'assistance internationale dont on dispose pour répondre aux besoins des pays en voie de développement est insuffisante. Il partage les inquiétudes exprimées par les représentants de la France et de la Tunisie au sujet du paragraphe 2 et se demande si les accords bilatéraux ou régionaux mentionnés au paragraphe 3 permettraient d'étendre la portée du projet de résolution au-delà de la période expérimentale de trois ans prévue pour le Programme alimentaire mondial.

25. Selon M. ZADOTTI (Italie), le paragraphe 2 du dispositif devrait préciser que les mesures proposées s'entendent pour une période de trois ans et dans les limites des ressources disponibles au titre du Programme alimentaire mondial.

26. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) appuie le projet de résolution dans sa teneur actuelle. Toutefois, afin d'apaiser les craintes exprimées par les représentants de la Tunisie et de la France, il propose que le paragraphe 2 du dispositif soit remanié comme suit: "Demande au Secrétaire général et au Directeur général de la FAO d'étudier conjointement et en consultation avec l'UNESCO et le FISE ...". On préciserait ainsi que les études en question sont celles dont il est déjà fait mention dans la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale et ne s'inscrivent pas dans les limites du Programme alimentaire mondial.

27. M. LANUS (Argentine) appuie le projet de résolution en principe, mais partage les doutes exprimés par le représentant de la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne la mention des excédents de produits alimentaires et ceux du représentant de la France quant à l'extension du Programme alimentaire mondial au-delà de la période expérimentale de trois ans. M. Lanus ne peut accepter le paragraphe 2 du dispositif dans sa teneur actuelle, mais il espère qu'on pourra se mettre d'accord sur un texte révisé.

28. M. VIAUD (France) dit que la Commission a le choix entre deux possibilités: ou bien mettre l'accent sur le Programme alimentaire mondial compte tenu des limitations mentionnées par le représentant de l'Italie quant à la période d'application et aux ressources, ou bien insister sur l'analphabétisme, comme l'ont fait les auteurs du projet de résolution concernant

la campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle (A/C.2/L.733/Rev.1). Si le représentant du Pérou n'est pas disposé à accepter les limitations du Programme alimentaire mondial, il devrait se joindre aux auteurs de l'autre projet de résolution, afin que la Commission puisse être saisie d'un texte unique.

29. M. KAPLANSKY (Canada) est favorable au projet de résolution péruvien, mais espère qu'il sera remanié afin de dissiper les craintes exprimées par les représentants de la France et de la Tunisie.

30. M. ENCINAS (Pérou) estime que le texte du paragraphe 2 du dispositif serait plus clair s'il était rédigé comme l'a proposé le représentant des Etats-Unis. On pourrait peut-être dissiper les doutes exprimés par les représentants de la France et de la Tunisie en y mentionnant expressément le paragraphe 2 de la section II de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale.

31. Selon M. DJOBO (Togo), le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution laisse entendre que les Etats Membres ne font pas suffisamment usage de l'assistance internationale disponible. Si le Programme alimentaire mondial dispose de ressources pour les pays en voie de développement, il doit faire connaître ses activités afin que ces pays puissent en tirer parti.

32. M. STANOVNIK (Yougoslavie) estime, comme le représentant du Pérou, que le paragraphe 2 du dispositif pourrait mentionner expressément le paragraphe pertinent de la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale. Puisque le membre de phrase "pour utiliser, d'une manière régulière et sans porter préjudice à la position des pays en voie de développement qui sont exportateurs d'aliments, les excédents de produits alimentaires" semble causer des difficultés, M. Stanovnik propose de le supprimer purement et simplement, d'autant plus que ces questions sont traitées en détail dans la résolution 1714 (XVI) de l'Assemblée générale.

33. M. AYARI (Tunisie) peut accepter les suggestions formulées par les représentants des Etats-Unis et de la Yougoslavie à condition qu'il soit précisé, au paragraphe 2 du dispositif, que le Programme alimentaire mondial a un caractère expérimental.

34. M. LANUS (Argentine) dit que la suggestion du représentant de la Yougoslavie permettra de résoudre les difficultés qu'éprouve sa délégation au sujet du paragraphe 2 du dispositif.

35. M. VIAUD (France) espère que l'auteur du projet de résolution étudiera attentivement la suggestion de la Yougoslavie, qui pourrait fort bien servir de base à un accord.

36. M. COSIO VILLEGAS (Mexique) a les mêmes hésitations que le représentant de l'Argentine en ce qui concerne les excédents. Il sera en mesure d'appuyer le paragraphe 2 du dispositif avec les amendements proposés par les Etats-Unis et la Yougoslavie.

37. M. ENCINAS (Pérou) dit qu'il consultera les auteurs des amendements afin d'arriver à un texte établi d'un commun accord.

La séance est levée à 13 heures.